



La situation politique et économique de l'Égypte bouleversée par la découverte d'un gisement de gaz naturel

Zohr, le nouveau gisement de gaz naturel découvert fin août 2015 à 193 kilomètres des côtes égyptiennes, qui couvre une superficie de 100 km² à 1450 mètres de profondeur représenterait plus de 45% des réserves égyptiennes de gaz naturel. Ce gisement est environ 40% plus grand que Léviathan situé au large des côtes d'Israël, de Chypre et du Liban, qui était jusqu'alors considéré comme le plus gros gisement de gaz naturel en Méditerranée. Cette découverte aura donc des conséquences importantes au niveau économique et au niveau politique, en particulier dans les relations entre l'Égypte et Israël, les deux pays étant à la fois alliés et concurrents énergétiques.

Le gisement Zohr, un game changer

Jusqu'en 2013, l'Égypte était exportatrice de gaz naturel à l'étranger. Cependant, l'instabilité politique à la suite de la chute d'Hosni Moubarak en 2011, avait entraîné des sabotages de gazoducs reliant l'Égypte et Israël qui avaient temporairement empêché les échanges entre les deux pays. De telles perturbations, couplées à une augmentation de la demande intérieure ainsi qu'à l'impopularité du contrat d'exportation vers Tel-Aviv, ont finalement mené à l'interruption des exportations égyptiennes. Le Caire était devenu importateur, notamment en provenance d'Israël. Malgré les mouvements sociaux et malgré les troubles que cela avait engendré, l'Égypte avait maintenu ses importations en provenance de l'État hébreu.

Les négociations pour un renouvellement de contrat avaient commencé fin 2015. La découverte de Zohr n'avait pas empêché l'Égypte de poursuivre les pourparlers, puisque le gisement ne pourra pas être exploité avant fin 2017. Cependant, après une décision rendue par la Chambre de Commerce Internationale (CCI) début décembre 2015, l'Égypte avait mis un terme aux négociations. En effet, la CCI imposait à l'Égypte de rembourser plusieurs milliards de dollars à deux sociétés israéliennes lésées lors des sabotages de gazoducs ayant eu lieu en 2011. Le gouvernement d'Abdel Fattah Al-Sissi, conscient de l'importance de ce contrat pour l'économie israélienne, a gelé les pourparlers pour tenter de pousser Tel-Aviv à renoncer aux dédommagements.

La découverte de ce gigantesque gisement par la compagnie italienne ENI redéfinit donc le jeu des puissances énergétiques en Méditerranée. L'Égypte se replace sur la carte énergétique régionale et se présente de nouveau comme un potentiel exportateur. Cette découverte renverse l'équilibre économique entre les deux pays ; ce nouvel accord prévoirait 15 ans d'exportations entre le Caire et Tel-Aviv. Zohr est une chance pour l'Égypte de devenir auto suffisante pendant plusieurs décennies. En revanche, pour Israël, cette découverte aura des conséquences néfastes, car l'annulation du contrat avec l'Égypte entraînerait des pertes d'environ 15 milliards de dollars.

Une occasion de revitaliser l'économie égyptienne

Zohr offre la possibilité de redynamiser l'économie et l'industrie égyptiennes. En effet, l'État compte sur le secteur énergétique pour relancer l'économie, notamment en mettant en chantier des projets d'infrastructure importants qui seraient source à la fois d'emploi et de stabilité politique. Le gouvernement tente de convaincre les pays de l'Union Européenne et les firmes pétrolières et gazières internationales d'investir en Égypte en menant une double politique.

Les investissements en Égypte étaient jusqu'à présent freinés par le retard qu'avait le pays sur le remboursement de ses dettes (6,3 milliards de dollars en 2013), mais grâce aux efforts du gouvernement, en décembre 2015, il ne lui restait plus que 3 milliards de dollars à rembourser. Par ailleurs, le gouvernement Al-Sissi tente d'attirer les investisseurs en leur offrant de meilleures offres en échange de leurs travaux de prospection ou de production. Cela est rendu possible grâce à l'augmentation du prix de l'électricité depuis 2014 et à la réduction des aides à l'énergie qui prenaient une grande place dans le budget national. L'ensemble de ces facteurs devraient se traduire par un plus grand investissement de compagnies pétrolières et gazières internationales, ainsi que par une baisse générale de la facture énergétique.

Le gouvernement égyptien fait donc face à un double enjeu : assurer la stabilité politique régionale malgré les rivalités avec Israël, et tenter de garantir la stabilité intérieure, en modernisant et en renforçant les infrastructures énergétiques du pays. Cela permettrait à l'Égypte de dynamiser son économie et de se placer comme acteur énergétique majeur au niveau régional.

Ces propos ne reflètent que l'opinion de l'auteur.